

Motion du comité du Collectif pour la liberté académique, la démocratie et la solidarité (CLADS) du 27 janvier 2025 : soutien à la sociologue Pinar Selek

Les membres du comité du Collectif pour la liberté académique, la démocratie et la solidarité (CLADS) de l'Université de Lausanne affirment leur soutien à leur collègue Pinar Selek, sociologue d'origine turque, maîtresse de conférences de l'Université de Nice et réfugiée politique en France. Pinar Selek est persécutée avec acharnement depuis vingt-six ans en Turquie en raison de ses recherches, tout particulièrement sur les Kurdes, et de son refus de livrer les données de ses enquêtes (notamment les noms des militant·e·s qu'elle a interviewé·e·s). Arrêtée en juillet 1998, elle est torturée, emprisonnée durant deux ans et demi, et accusée d'être à l'origine d'une explosion mortelle au gaz sur le marché aux épices d'Istanbul, qualifiée d'attentat du PKK. Pourtant, les expertises judiciaires ont démontré que l'explosion était accidentelle, imputable à une fuite de gaz, et le tribunal l'a acquittée à quatre reprises. Exilée en France, notre collègue subit toujours les menaces des autorités turques. Depuis 2022, elle s'est à nouveau vue sommée de comparaître devant les juridictions turques en raison de l'annulation de son dernier acquittement par la Cour Suprême de Turquie. Après plusieurs reports, un nouveau seuil est franchi lors de l'audience du 28 juin 2024. Sur la base d'un rapport du ministère de l'Intérieur turc, Pinar Selek est accusée d'avoir pris part à un événement en lien avec une « organisation terroriste » en avril 2024. En réalité, elle a modéré une table-ronde organisée par l'Université Côte d'Azur, de l'Université Paris Cité, du CNRS et de l'IRD. Une accusation aussi grave cible non seulement la sociologue, mais également des institutions d'enseignement et de recherche, et ce faisant la liberté académique. Un nouveau procès est prévu le 7 février 2025 et la sociologue risque une condamnation à la prison à perpétuité. Les accusations portées contre Pinar Selek et l'acharnement judiciaire qu'elle subit sont emblématiques des menaces qui pèsent partout dans le monde sur la liberté académique, la construction d'un savoir critique, et l'autonomie des universités. C'est pourquoi le comité du CLADS se joint à la campagne internationale de soutien à Pinar Selek, intellectuelle et chercheuse, privée de sa liberté de circuler et, de fait, de sa liberté de recherche et d'enseignement.